

# Contre les crises économique et écologique

## Un plan d'urgence anticapitaliste imposé par la rue

Le Québec plonge dans une sérieuse crise économique qui pourrait être longue et profonde<sup>1</sup>. La crise est l'enjeu majeure de l'élection québécoise que les Libéraux précipitent avant que les effets ne s'en fassent trop sentir<sup>2</sup> comme c'est déjà le cas aux États-Unis et dans maintes régions forestières et dans plusieurs petites villes et quartiers manufacturiers du Québec où les usines ferment les unes après les autres. Pendant ce temps, oubliée dans la panique financière, non seulement la crise écologique s'aggrave-t-elle, préparant des ruptures climatiques à court ou à moyen terme, mais les gouvernements s'en balancent de plus en plus.<sup>3</sup>

*« ...l'ampleur de la crise et de l'effort demandé à la société pour refonder ce capitalisme exigent que l'on s'interroge sérieusement sur la nature du système économique que nous souhaitons et que nous pouvons nous permettre. La crise actuelle ouvre ainsi un espace de discussion largement inédit pour notre génération, celle d'une critique du capitalisme [...] Dans les circonstances actuelles et à venir, il semble que la position anti-capitaliste redevienne raisonnable. »<sup>4</sup>*

TABLE DES MATIÈRES	
1. L'argent n'est politiquement plus un problème	page 2
2. L'indépendance contre le capital financier et rentier	page 5
3. Cent milliards \$ d'infrastructures écologiques sur cinq ans	page 7
4. La solidarité prolétarienne en lieu de la consommation de masse	page 11
5. À des crises mondiales, une solidarité mondiale	page 13

Selon les ténors des grands partis politiques québécois, il faudrait tous et toutes se serrer les coudes et mettre aussi sur la glace la question nationale réduite d'ailleurs à une question constitutionnelle. La pratique, cependant, s'oppose au discours. Le PLQ ne peut résister ni à la tentation électoraliste des sondages ni à la peur du vide devant la crise au point de ressusciter le thème de la souveraineté. PQ et ADQ, n'ayant rien à opposer au plan réchauffé anti-crise du PLQ, sauf à le prendre en défaut sur le déficit et sur sa gestion de la Caisse, ne leur reste qu'à respectivement publier un « Manifeste pour la souveraineté » et une « plate-forme autonomiste » pour se démarquer.

Au contraire, plus que jamais la gauche québécoise doit foncer dans les élections en expliquant qu'un Québec indépendant et écologique est l'alternative à la crise économique, elle-même

<sup>1</sup> Ce point est argumenté dans mon essai « *La comparaison avec la crise de 1929-1933 est pertinente* » sur le site web de 'Europe solidaire sans frontières' (ESSF) à <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11848> et dans la rubrique « La crise » du site de Michel Husson à <http://gesd.free.fr/compa29.pdf>.

<sup>2</sup> « *Le produit intérieur brut (PIB) réel aux prix de base du Québec baisse de 0,4 % en août, après avoir connu une hausse de 0,3 % en juillet et de 0,2 % en juin.* » Communiqué de l'Institut de la statistique du Québec, 27/11/08

<sup>3</sup> Voir l'analyse exhaustive de Daniel Tanuro : « Un an après la Conférence de Bali sur le climat – Auréolé du Nobel, le GIEC voit ses recommandations jetées aux orties » sur le site de ESSF à <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11776#nh24>.

<sup>4</sup> Le Devoir, 27/11/08, Page Idées ; Éric Pineault, Département de sociologie, UQAM

l'aboutissement prévisible du capitalisme néolibéral. Dans cette perspective, à elle de proposer un programme d'urgence à imposer par la rue contre l'inévitable résultat droitier des urnes.

## L'argent n'est politiquement plus un problème

Du point de vue de la gauche, l'éternel goulot d'étranglement du « cadre financier » de gauche est désormais résolu.

Selon le New York Times (NYT)<sup>5</sup>, le gouvernement étasunien a jusqu'ici mobilisé 7 800 milliards de dollars (7 800 G\$) en fonds publics pour sauver les banques sous forme d'assurances, d'investissements et de prêts à bas taux d'intérêt, soit l'équivalent de la moitié de son PIB. De ce gigantesque engagement, 1 400 G\$ auraient déjà été dépensés. Selon les économistes du Mouvement Desjardins<sup>6</sup>, dans une étude qui semble plus exhaustive — par exemple, elle inclut les 168 G\$ de chèques de rabais d'impôt de février 2008 — ces montants seraient plutôt respectivement de 8 400 G\$ et de 3 000 G\$, les « *montants utilisés* » étant plus du double de ceux du NYT.

À l'échelle canadienne (9.1% du PIB étasunien) et québécoise (1.8% du PIB étasunien), ces gargantuesques montants se traduisent, selon les chiffres du NYT par respectivement 710 G\$<sup>7</sup> et 140 G\$ pour ce qui est des engagements et respectivement 127 G\$ et 25 G\$ pour ce qui est des dépenses déjà effectuées. Selon les chiffres de Desjardins, les montants équivalents pour les « *montants alloués* » seraient de respectivement 764 G\$ et 151 G\$. Pour les « *montants utilisés* », on parle respectivement de 277 G\$ et de 55 G\$. Bien entendu, ces fonds pour sauver le capital financier sont empruntés... au capital financier contre intérêts trébuchants soit sous la forme traditionnelle d'emprunts directs ou de rabais d'intérêts pour des fonds avancés ou garantis. Une « sacrée arnaque » de conclure Éric Toussaint du CADTM.<sup>8</sup>

Bien sûr, on peut nier la réalité de ces avances de fonds alloués ou utilisés, comme le fait le commentateur du Devoir Gérard Bérubé<sup>9</sup>, en prétendant qu'« [à] peine 2 % des 8400 milliards [sont] de nouvelles dettes [les 168 G\$ de rabais fiscaux, NDLR]. *Tout n'est, finalement, qu'échange de papiers.* » C'est là confondre forme et substance. Si tous ces placements, prêts et garantis étaient jugés rentables pour le capital financier, il les aurait fait lui-même quitte à exiger un taux d'intérêt en fonction du risque. Si l'État s'est substitué au capital financier pour accomplir ses fonctions essentielles de pompe à crédit du capitalisme, c'est que ce dernier a bien compris qu'il n'y a pas de lumière au bout du noir tunnel de la crise comme l'admettent les économistes de Desjardins qui

---

<sup>5</sup> New York Times, édition web du 25 novembre 2008, [http://www.nytimes.com/imagepages/2008/11/26/business/20081126\\_FED\\_graph1.html](http://www.nytimes.com/imagepages/2008/11/26/business/20081126_FED_graph1.html)

<sup>6</sup> Mouvement Desjardins, La courbe de rendement, 28 novembre 2008, tableau 1 ; [http://www.desjardins.com/fr/a\\_propos/etudes\\_economiques/previsions/courbe-rendement/cr081128.pdf](http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/previsions/courbe-rendement/cr081128.pdf)

<sup>7</sup> Si le gouvernement du Canada n'a pas encore dû mobiliser pour l'instant une telle somme, cela est uniquement dû au fait que le Canada a échappé à la crise hypothécaire initiale et qu'il a pu compter sur son abondance en richesses naturelles dont les prix avaient beaucoup augmenté jusqu'à tout récemment.

<sup>8</sup> *Union sacrée pour sacrée arnaque*, site web du CADTM : <http://www.cadtm.org//spip.php?article3845>

<sup>9</sup> *Sous les 8400 milliards de la crise financière...*, Le Devoir, 29/30 novembre 2008

n'hésitent pas à parler de risque de déflation et avouent que « *rien n'indique que la situation soit sur le point d'être résolue.* »

Dans le cadre de la présente campagne électorale québécoise (automne 2008), jugeons des montants québécois à la lumière du plus généreux et du plus sérieux cadre financier des partis en liste, celui de Québec solidaire<sup>10</sup>. Pour « *éviter que la crise n'affecte trop durement les Québécois-es* » et pour « *amoindrir [s]es effets* », et non pas pour l'empêcher et la régler, Québec solidaire prévoit mettre en œuvre sur deux ans des programmes et surtout des dépenses d'infrastructures écologiques et sociales (transport en commun, éoliennes et logements sociaux) d'un montant d'un peu moins de 10 G\$CDN dont plus de 80% sera emprunté au capital financier.

C'est dire que le parti le plus à gauche sollicitant les votes du peuple québécois ne consent à amortir la crise qu'à la hauteur d'au mieux 40% (10/25) ou 18% (10/55) selon que l'on utilise les chiffres du NYT ou Desjardins, à la limite de seulement 7% (10/140 ou 155)), de l'équivalent agréé par le gouvernement Bush jusqu'ici pour sauver les banques. Québec solidaire accepte en plus de payer au capital financier, grand responsable de la crise, près de 1 G\$ de frais d'intérêt supplémentaires seulement pour les deux premières années. La direction de Québec solidaire calque son comportement, toute proportion gardée, sur la politique annoncée du nouveau président du parti Démocrate d'une injection de 700 à 800 G\$ dans l'économie étasunienne. Le social-libéralisme de la direction de Québec solidaire est bien sûr à gauche du néolibéralisme des trois partis néolibéraux de l'Assemblée nationale mais sans rompre avec lui et même en venant à son secours en consentant à ce que la dette publique redevienne, faute de mieux, le centre névralgique de l'accumulation du capital.

La direction de Québec solidaire, en prévoyant qu'« *[a]près ces deux années, la reprise économique permettra de financer les investissements proposés ici* », démontre qu'elle n'a pas compris l'ampleur et la profondeur de la crise qui ne fait que commencer.<sup>11</sup> Pourquoi cette timidité à dépenser pour le plein emploi, la santé, l'éducation, l'efficacité énergétique, le transport public, les assurances sociales ? N'est-ce pas là des investissements sociaux qui augmentent la richesse, économique et sociale, et qui contribuent même aux profits sans cependant que le capital veuille y contribuer ? Au contraire, les fonds publics accordés aux banques y dorment, tétanisés par la peur du

---

<sup>10</sup> Voir le site de Québec solidaire à [http://www.quebecsolidaire.net/files/QS2008-Cadre\\_financier.pdf](http://www.quebecsolidaire.net/files/QS2008-Cadre_financier.pdf)

<sup>11</sup> « *...nous sommes au tout début d'un processus qui non seulement a déclenché la récession globale que nous connaissons, mais qui a le potentiel d'engendrer en Amérique du Nord un cycle à caractère dépressif-déflationniste tel que celui qu'a connu le Japon lors de sa décennie perdue, de 1990 à 2000.* » (Le Devoir, 27/11/08, Page Idées ; Éric Pineault, Département de sociologie, UQAM) et note 1. Même les économistes de Desjardins admettent que « *L'espoir d'une consolidation du système financier s'est envolé en novembre. La publication de plusieurs statistiques montrant une détérioration plus forte que prévu de l'activité économique, [...] La chute du marché immobilier prend des proportions abyssales avec le plus faible niveau de mises en chantier jamais enregistré et un pessimisme inégalé au sein des constructeurs domiciliaires aux États-Unis. Or, rien n'indique que la situation soit sur le point d'être résolue.* » (Mouvement Desjardins, La courbe de rendement, 28 novembre 2008)

risque, au lieu de faire rouler l'économie.<sup>12</sup> Ces mêmes fonds à la hauteur de 25 G\$ ou 55 G\$ et plus pour le Québec, injectés directement pour combler les besoins écologiques et sociaux, revigorerait très rapidement son économie. Toutefois, ces fonds bénéficieraient d'abord et avant tout au bien-être populaire tout en renforçant son rapport de forces social. Cette perspective d'un abaissement du taux de profit et d'un risque politique est pour le capital l'équivalent d'un inacceptable crime contre l'humanité... que dis-je, pire, contre la propriété.

La première tâche d'un parti politique anticapitaliste est de mobiliser ces fonds disponibles mais pas aux dépens du prolétariat<sup>13</sup>, en empilant la dette publique, et pour sauver les banques même par de pseudo-nationalisations qui laissent, à quelques exceptions et contraintes près, leur gouverne aux actionnaires-spéculateurs. Pour faire l'inverse, il n'y a pas trente-six solutions :

1. *Exproprier, sans indemnités toutes les institutions financières<sup>14</sup>, responsables de la crise, et socialiser leur gestion en remettant leur contrôle aux représentants de leurs travailleurs, déposants, emprunteurs et aux délégués de l'État.*
2. *Faire payer le sauvetage des dépôts de tout genre, y compris ceux dans les fonds de pension, et le remboursement des parts des petits actionnaires, y compris celles des fonds communs de placement, aux plus riches — pas de pitié pour les millionnaires — sous forme d'un impôt non récurrent sur la richesse accumulée au-delà d'un patrimoine d'un million \$.<sup>15</sup>*
3. *Ouvrir les livres de compte afin de démasquer et d'interdire la fuite des capitaux dans les paradis fiscaux, le charlatanisme de la pyramide des produits dérivés, l'irresponsable vente des actifs hypothécaires sur les marchés secondaires et la spéculation sur les opérations de change qu'il faut plutôt contrôler uniquement en fonction de la production de biens et services socialement utiles et écologiques.*

---

<sup>12</sup> Cette peur du risque a l'effet pervers d'enrichir les banques grâce au creusement de l'écart entre les taux d'intérêt à court terme décrétés par la Banque centrale, de qui elles empruntent directement en ces temps de crise, et les taux à moyen et à long terme auxquels elles prêtent et qu'elles contrôlent grâce à leur pouvoir oligopolistique. Pendant que la Banque du Canada a abaissé ses taux de 2.25 points de pourcentage depuis le début de la crise durant l'été 2007, les banques n'ont abaissé leurs taux hypothécaires de 1 an et 5 ans que de 0.4 point de pourcentage (source : Banque du Canada).

<sup>13</sup> Prolétariat : Ceux et celles qui doivent, pour manger, se loger, s'habiller et se transporter..., vendre la force de leurs bras et la capacité de leurs cerveaux sur le marché du travail sinon dépendre de la charité publique et privée.

<sup>14</sup> « ...la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire » de réclamer ATTAC-France dans son communiqué du 14 novembre 2008

<sup>15</sup> Un impôt sur les fortunes du million d'étasuniens les plus riches, sur une population de près de 300 millions, au taux de seulement 4.2%, une seule fois, aurait suffi à financer les 700 milliards \$ du plan Paulson. (source : SocialistWorker.org, 10 octobre 2008)

## 1. L'indépendance contre le capital financier et rentier

On objectera que le Québec n'est qu'une province canadienne sans pouvoir significatif sur le capital financier. Au contraire. Un parti anticapitaliste se doit de saisir le maillon faible de la Confédération canadienne, la question nationale québécoise ; de comprendre l'histoire du peuple québécois faite de conquête, de rébellion écrasée dans le sang, de constitution imposée, de conscription forcée, d'occupation armée, de rejet de l'autodétermination référendaire et du mépris des commandites ; de réaliser que bon mal an la volonté souverainiste, malgré le lâchage péquiste, oscille entre 40 et 50% malgré une inquiétante baisse récente et une désaffection de la jeunesse qui doivent être une raison supplémentaire d'agir rapidement et avec force.

Se rendant compte de son potentiel d'énergie libératrice, ce parti-là lèvera sans hésiter, sans tergiverser, l'étendard de l'indépendance nationale. Point question pour ce parti de renoncer à l'indépendance pour la souveraineté... afin de choisir, à la mode PQ, le Canada comme associé ou partenaire ou « beau risque »... s'il est consentant. Point question de noyer l'indépendance dans la formule vide de la « souveraineté populaire » qui est à la lutte nationale ce que le « développement durable » est à la lutte écologique.

Un parti de gauche ira chercher l'énergie libératrice enfouie dans l'histoire d'oppression plus que bi-séculaire de la nation québécoise. Il la fusionnera, sans l'instrumentaliser<sup>16</sup>, avec la haine des banques et du patronat que le déploiement de la crise ne manquera pas de susciter. La crise permet de donner à la revendication de l'indépendance sa pleine signification de gauche, non seulement vis-à-vis Ottawa, siège du pouvoir politique fédérale, mais aussi vis-à-vis Bay Street, siège du capital financier canadien.

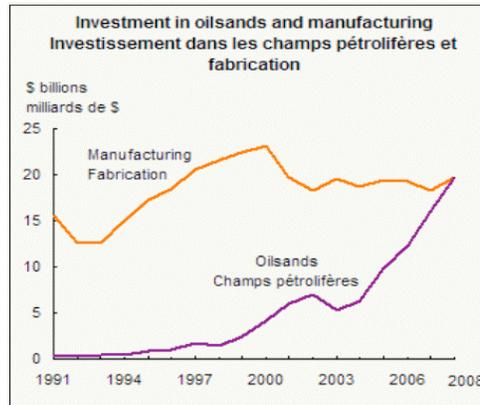
Ce renouvellement anticapitaliste de l'indépendantisme est d'autant plus nécessaire que l'axe pétrolier Toronto-Calgary, avec son emphase sur la rente, s'est définitivement substitué à l'axe moribond « Canada central » Toronto-Montréal dont la dominante était le profit manufacturier, lequel est déjà et sera de plus en plus frappé de plein fouet par la crise. Non seulement l'indépendantisme en devient-il plus pertinent économiquement mais aussi socialement car la rente a toujours été la base matérielle du capitalisme le plus réactionnaire, particulièrement envers les femmes, les gays/lesbiennes, les minorités de couleur et les autochtones, ce que les politiques du parti Conservateur ont amplement démontré.

Le Canada des Conservateurs est en passe de devenir le seul pays impérialiste important à persister dans l'application de politiques d'austérité. Les pays dépendants rentiers tels les États du Golfe arabo-persique, le Nigeria, le Venezuela... n'auront d'autre choix que de se replier sur des politiques restrictives suite à la dégringolade des prix des matières premières. Par contre, l'ensemble des pays dont l'économie est basé

---

<sup>16</sup> Sans jamais mentionner l'oppression nationale, la Déclaration de principes de Québec solidaire affirme que la souveraineté « est un moyen de fournir au Québec les outils nécessaires pour réaliser son projet de société et s'épanouir pleinement comme peuple »

sur la manufacture et les services, y compris les plus conservateurs, se dotent de politiques plus ou moins expansionnistes. Le Canada, quant à lui, tend à devenir un pays rentier avec des investissements dans le pétrole issu des sables bitumineux aussi importants, en 2007, que l'ensemble des investissements manufacturiers :



Source : Statistique Canada

La crise politique canadienne, dont la base est la question nationale québécoise depuis le début de l'onde longue récessive au début des années 70 marquant la fin des « trente glorieuses », s'était envenimée depuis la crise économique-politique étasunienne de 2000-01 avec la brusque appréciation du huard vis-à-vis du dollar due aux provinces et territoires dont la base économique est la production de richesses naturelles (pétrole, charbon, potasse, céréales) aux dépens de la manufacture ontarienne et québécoise. Le déploiement de la crise qui casse momentanément la hausse des prix des ces ressources produit manifestement une forte réaction du capitalisme rentier et réactionnaire dont les Conservateurs sont l'incarnation politique.

4. *L'indépendance du Québec est une urgence non seulement politique et nationale mais aussi économique, financière, écologique et sociale<sup>17</sup>. Elle est la revendication-clef pour libérer l'énergie créatrice du peuple québécois. Elle doit s'exprimer dès maintenant et fortement dans l'urne pour contribuer à initier dans la rue une vague de libération nationale et sociale. Cette mobilisation devrait être la base d'États généraux des mouvements populaires pour un Québec indépendant et écologique afin de préparer la prise du pouvoir.*
5. *L'indépendance permettra la mise sur pied de la Banque du Québec et l'instauration d'une monnaie québécoise afin d'encadrer l'expropriation des institutions financières, de mettre en place la nouvelle structure de finance populaire et d'implanter un régime d'investissements anti-crise et écologique et une structure de prix favorisant la conservation énergétique, le transport public et l'agriculture biologique.*

<sup>17</sup> « Comment élaborer une politique de souveraineté économique nationale qui territorialise cette contrainte écologique tout en étant ouvert à un commerce international équitable? » (Le Devoir, 27/11/08, Page Idées ; Éric Pineault, Département de sociologie, UQAM)

## 2. Cent milliards \$ d'infrastructures écologiques sur cinq ans

Selon Greenpeace-Canada, se basant sur le dernier rapport de 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) issu de l'ONU,

*« ...pour maintenir l'augmentation de la température moyenne de la Terre sous cette barre des 2°C, il faut ramener les émissions mondiales de GES au niveau de 1990 dès 2020, puis il faudra les réduire encore de 50 % d'ici 2050.*

*« Pour le Canada et les autres pays industrialisés, l'objectif est encore plus radical : toujours par rapport au niveau de 1990, il faut réduire les GES de 30 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050. »*

Loin d'aller dans la direction recommandée par cette organisation spécialisée de l'ONU, selon Philippe Ciais, du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, responsable pour le GIEC des liens entre le système climatique et la biogéochimie, *« Nos émissions de gaz carbonique [pour le monde] ont augmenté de plus de 3 % par an entre 2000 et 2005, contre moins de 1 % entre 1990 et 1999. »*

Depuis ce rapport de l'ONU, on s'est rendu compte que le réchauffement planétaire est plus rapide qu'anticipé. L'océan Arctique sera sans doute libre de glace en été d'ici 2012-13, et non à la fin du siècle, causant une absorption supplémentaire de chaleur dû à une diminution de l'effet albédo. On réalise que la fonte du pergélisol arctique dégage beaucoup plus de gaz carbonique que prévu. On vient de découvrir *« une vaste zone de libération de méthane sous-marin »* dans l'Océan Arctique russe, gaz qui *« est de 20 à 22 fois plus actif comme gaz à effet de serre que le gaz carbonique. [...] Or, les quantités de méthane stockées sous les fonds sous-marins de l'Arctique dépasseraient en importance la totalité du carbone contenu dans les réserves mondiales de charbon, le combustible fossile le plus abondant sur la planète jusqu'à présent. »*<sup>18</sup> On s'aperçoit, en conséquence, que la fonte des gigantesques glaciers du Groenland et d'une partie de l'Antarctique s'accélère laissant prévoir une rapide et fulgurante montée du niveau de la mer dans les prochaines dizaines d'années.

La crise économique, loin d'être un obstacle à la mobilisation des ressources pour régler la crise écologique, crée une ouverture tant politique qu'économique, tout comme pour une multiplication mathématique deux négatifs donnent un positif. Cette crise discrédite une fois pour toute le capitalisme néolibéral tout en démontrant l'abondance latente du financement disponible et en libérant, si l'on peut dire, de la main d'œuvre et des équipements. Il s'agit, pour le prolétariat, de saisir la balle au bond.

Il est d'autant plus crucial pour la gauche de prendre l'initiative que le capitalisme néolibéral se muera en prétendu « capitalisme vert » en noyant dans le marché ses propres solutions, du marché du carbone aux PPP en passant par la régressive taxe sur le carbone prônée par les partis Libéral et Vert du Canada.<sup>19</sup> Cette mue se fera sur le

---

<sup>18</sup> Louis-Gilles Francoeur, Le Devoir, 25 septembre 2008

<sup>19</sup> *« Pourquoi relancer une croissance qui s'est montrée incapable de répondre sérieusement à la menace écologique qu'elle génère? Pourquoi soutenir la relance d'un régime qui propose de gérer le risque écologique avec les mêmes outils que ceux qui sont en partie à l'origine de la crise actuelle, soit les produits dérivés et une bourse du carbone? »* (Le Devoir, 27/11/08, Page Idées ; Éric Pineault, Département de sociologie, UQAM)

dos du prolétariat, par la hausse non compensée du coût de la vie et par le démantèlement ultime des services publics et des programmes sociaux, afin de financer des projets pharaoniques de récupération du carbone, de gazéification du charbon et d'énergie nucléaire. Elle se fera aussi contre les peuples, par une aggravation des guerres du pétrole et de l'eau, afin de contrôler ces ressources qui deviendront de plus en plus rares.

Pour atteindre la cible de 2020 assignée par le GIEC aux pays industrialisés (50% de réduction sur la base de 1990), la stratégie qui s'impose est d'abaisser rapidement et drastiquement l'usage des énergies fossiles spécialement pour le transport des personnes et des marchandises et lui substituer l'électricité dans le cadre d'un passage d'un système individuel privé à un système collectif public. Cette électricité supplémentaire proviendrait surtout du gisement en efficacité énergétique du chauffage des bâtiments complété par le recours à l'éolien et au solaire d'origine public ou communautaire mais sans harnacher aucune nouvelle rivière. Plus précisément :

6. *Implanter sur cinq ans, pour être achevé en 2020, un programme obligatoire d'infrastructures écologiques de 100 G\$ complété par des interdictions des principales sources de gaz à effet de serre sans bouleverser l'écosystème de nos rivières :*
  - a) *Interdire au moins dans les grandes villes et leurs banlieues l'usage de l'automobile individuelle d'ici 2020, soit dans 12 ans, en passant par des étapes intermédiaires de restriction de la circulation automobile dans les centre-villes en commençant par les véhicules les plus énergivores et à densité de passagers les moins grandes.<sup>20</sup>*
  - b) *Construire un réseau de transport en commun urbain, électrifié et d'usage gratuit, qui assure d'ici 2020 au moins dans les grandes villes et leurs banlieues la totalité de la navette au travail et l'accès en tout temps aux centres d'approvisionnement et de loisirs.<sup>21</sup> Assurer dans la période transitoire un réseau de parcs de stationnement incitatifs pour les banlieusards et de voies prioritaires pour le transport en commun.*

---

<sup>20</sup> « Année après année, notre parc automobile [au Québec] s'accroît de 100 000 véhicules. [...] ...prétendre réinventer cette ville par les transports collectifs, tout en s'apprêtant à injecter trois ou quatre milliards de dollars dans la reconstruction de l'échangeur Turcot, dans la tunnellation de l'autoroute Bonaventure et dans la transformation de la rue Notre-Dame Est en autoroute urbaine. [...] À 8000 \$ chacun de coûts annuels, les automobiles et camions légers ajoutés sur les routes du Québec durant la première décennie de Kyoto ont représenté une dépense globale de 35 milliards de dollars. [...] ...nous pouvons briser le tabou de la motorisation en choisissant de plafonner le parc automobile à son niveau actuel, tout en investissant résolument dans les transports collectifs du XXI<sup>e</sup> siècle. » (Richard Bergeron, chef de Projet-Montréal, L'Aut'Journal, 26 août 2008)

<sup>21</sup> « Gérald Tremblay a été très clair à l'effet que la réalisation de cette première ligne de tramway de 6 km, au coût estimé de 260 M\$, est conditionnelle à la participation financière du provincial et du fédéral. [...] Au début des années 60, Jean Drapeau a livré 26 km de métro et 26 stations en 4 ans à peine, avec l'argent et les ressources techniques de la Ville. [Selon Richard Bergeron] "Montréal n'était pas plus riche dans les années 60 qu'aujourd'hui, bien au contraire." » (L'Aut'Journal, 11 juin 2008)

- c) *Développer d'ici 2020 un système de transport interurbain collectif, électrifié au maximum et bon marché, complété par un parc public ou communautaire de location d'automobiles hybrides puis électriques qui serait aussi disponible dans les grandes villes et leurs banlieues dans la période de transition.*
- d) *Interdire d'ici 2020 le transport des marchandises par camions à moins qu'ils ne soient à énergie hybride sinon totalement électrique et intégré à un réseau national et public de transport intermodal basé sur le cabotage maritime et le rail.<sup>22</sup>*
- e) *Interdire tout nouveau développement autoroutier dont le prolongement des autoroutes 25 et 50 et la conversion de la rue Notre-Dame en autoroute.*
- f) *Interdire dès maintenant dans les grandes villes et leurs banlieues la construction de logements détachés et même en rangée. En corollaire, interdire tout changement d'usage de terres agricoles et toute destruction des milieux humides et obliger le développement de tout terrain urbain vacant dans le cadre de la planification urbaine publique sous peine d'expropriation.*
- g) *Introduire dès maintenant un code du bâtiment qui rende obligatoire les technologies les plus efficaces de conservation de l'énergie et d'intégration du solaire passif et actif. En corollaire, former tout le personnel concerné aux nouvelles normes et aux nouvelles techniques.*
- h) *Lancer dès maintenant, pour se terminer en 2020 ou avant, un programme de rénovation et d'élévation aux nouvelles normes de tous les bâtiments du Québec, en commençant par les institutions publiques et para-publiques, et sans pénaliser les locataires.*
- i) *Lancer dès maintenant une réforme de l'urbanisme qui assure la mixité des fonctions urbaines de sorte à maximiser les trajets pédestres et cyclistes et celle des relations ville-campagne de sorte à maximiser les marchés agricoles urbains et le jardinage urbain.*
- j) *Développer dès maintenant avec l'accord obligatoire et l'implication en termes d'emplois et de redevances des nations Cri, Innu et Inuit de vastes complexes publics de parcs éoliens articulés aux réservoirs hydrauliques nordiques et de la Basse Côte Nord.*
- k) *Interdire tout nouveau développement hydroélectrique, dont La Romaine et la Rupert, toute recherche d'énergie fossile et tout port méthanier dont Rabaska et Gros Cacouna.*
- l) *Interdire le développement du réseau de gaz naturel sauf comme mesure transitoire en tant que substitut aux produits pétroliers et au charbon et seulement en cycle combiné.*

---

<sup>22</sup> « Les émissions de gaz à effet de serre émises par les poids lourds transportant des marchandises ont augmenté d'environ 18 Mt entre 1990 et 2006. Elles représentent maintenant le tiers des émissions de gaz à effet de serre issues du secteur du transport routier. [...] Selon une étude de 2001 de l'Office fédéral de l'efficacité énergétique, les camions de livraison en milieu urbain au Canada roulaient en moyenne avec une charge correspondant à 20,5 % de leur capacité. » (Programme 2008 du Bloc québécois)

- m) Démanteler à court terme la centrale nucléaire de Gentilly.*
- n) Pour la période de transition, par mesure de sécurité économique, étant donné que le « pic » pétrolier a probablement été atteint ou le sera bientôt, et politique, étant donné la dépendance du Québec, exproprier les raffineries de pétrole — en compensation de la rente — et constituer une réserve pétrolière stratégique et faire des ententes d'État à État avec certains pays producteurs tels le Venezuela.*
- o) Donner la priorité de la recherche-développement à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables particulièrement dans le domaine du transport mais aussi du bâtiment, des procédés industriels et de l'agriculture.*
- p) Transformer à 50% d'ici 2020 l'agriculture industrielle et polluante sur la base de la tendance à la concentration des fermes, de leur endettement envers les banques et de leur sous-traitance par les « intégrateurs », en agriculture biologique de fermes familiales et de fermes et coopératives forestières encadrées par un plan décidé et géré démocratiquement et soutenu financièrement par l'État.*
- q) Réduire, ré-utiliser et recycler la totalité des déchets industriels et domestiques d'ici 2020 à charge des fabricants de sorte à fermer l'ensemble des sites d'enfouissement et à restaurer les anciens sites industrielles pollués.*

### 3. La solidarité prolétarienne en lieu de la consommation de masse

Ce programme d'urgence écologique et sociale ne sera pas mis en place par les partis néolibéraux de l'Assemblée nationale et sera saboté à chaque instant par le Conseil du patronat, les Chambres de commerce, les nombreuses associations de gens d'affaires et les corporations professionnelles. Pour imposer ce programme d'urgence et l'appliquer quotidiennement, il faudra au prolétariat le temps de la démocratie et de la mobilisation tout comme la possibilité de s'organiser sans entraves.

Depuis la Deuxième guerre mondiale, la productivité du travail a été multiplié par trois mais le temps de travail normal a à peine été réduit du tiers avec comme conséquence l'aliénante et polluante « consommation de masse »<sup>23</sup> dont est cependant exclu un bon quart de la population, davantage en temps de crise et davantage femmes, enfants et minorités de couleur.

Au prix de l'étouffant endettement des couches supérieures et moyennes du prolétariat, cette habile manœuvre de la bourgeoisie les a transformé en « classes moyennes » à l'image de la petite bourgeoisie de cadres et de professionnels. Pendant que la bourgeoisie accumule du capital et du pouvoir, les « classes moyennes » accumulent des biens durables et des créances pour assurer leurs vieux jours... et des dettes à l'avenant. C'est ce modèle de l'*American Way of Life*, mis au point dans les années 20 aux ÉU, qui est au bout du rouleau, qui éclate dans la crise économique.<sup>24</sup>

L'alternative écologique au modèle « classes moyennes » c'est la solidarité prolétarienne du plein emploi sur la base du temps de travail réduit sans diminution du pouvoir d'achat. La sécurité prolétarienne qui en découle se cristallise non dans des bungalow, des autos et un risqué portefeuille mobilier mais dans le développement de services publics gratuits (santé, éducation, logement, garderies, transport public) et des programmes d'assurances sociales y compris l'assurance vieillesse par répartition du revenu national par l'intermédiaire de la fiscalité.

- 7. Diminuer immédiatement la semaine de travail à 35 heures sans diminution du salaire réel et avec emploi compensatoire. Augmenter les vacances à un mois dès la première année de service tendant rapidement vers six semaines. Augmenter substantiellement les congés parentaux. Continuer à réduire le temps de travail jusqu'à l'atteinte du plein emploi.*

---

<sup>23</sup> « Pourquoi relancer la croissance d'un capitalisme qui a vu l'augmentation du temps que la société doit globalement consacrer au travail, au point où la question de la conciliation entre la possibilité d'une vie familiale et d'une pratique parentale soit politisée? Pourtant, les 30 dernières années ont prolongé, certes à un rythme moins rapide, les gains en productivité qui ont marqué l'histoire du capitalisme au XXe siècle. » (Le Devoir, 27/11/08, Page Idées ; Éric Pineault, Département de sociologie, UQAM)

<sup>24</sup> « Pourquoi relancer une croissance qui a produit les inégalités les plus criantes parmi les ménages salariés depuis les années 1930? Pourquoi relancer une croissance dont la viabilité économique reposait sur un niveau d'endettement des ménages sans précédent dans l'histoire de l'Occident pour soutenir la demande en objets de consommation de masse? » (Le Devoir, 27/11/08, Page Idées ; Éric Pineault, Département de sociologie, UQAM)

8. *Instaurer un salaire minimum de 50% plus élevé que le seuil de faible revenu de Statistique Canada, soit 18.00\$ l'heure pour une personne seule dans une grande ville sur la base d'une semaine de 35 heures, payé à la fois par l'employeur et par une caisse de compensation financée par l'ensemble des entreprises privées pour payer le supplément dû au nombre de dépendants.*
9. *Augmenter immédiatement les dépenses dans les services publics et les programmes d'assurance sociale d'au moins 10 milliards \$ par année.*
  - a. *Arrêter toutes les privatisations, y compris les PPP, et annuler celles en cours et déjà faites. Instaurer la gratuité mur à mur dans tous les services publics y compris les soins dentaires et oculaires, les frais de scolarité universitaires, les frais de garderies et dans le transport public, sans trucage genre frais afférents.*
  - b. *Bonifier les services publics suffisamment pour éliminer les listes d'attente anormales, particulièrement dans les garderies et le système de santé, tout en offrant la meilleure technologie disponible et une qualité élevée de prestation en termes de ratios et de soutien auxiliaire.*
  - c. *Construire 10 000 logements sociaux et écologiques par année.*
  - d. *Des programmes d'assurance chômage et d'assurance accident et d'assurance vieillesse qui garantissent 80% du meilleur salaire brut antérieur sur une période indéfinie,*
  - e. *Le remplacement complet et immédiat du système des fonds de pensions capitalisés tant privés, y compris les REER, et étatiques, y compris les fonds gérés par la Caisse de dépôt et de placement, et de tous les abris fiscaux qui y sont attachés, par un système par répartition financé à même les impôts, à l'image du système des pensions de vieillesse du gouvernement fédéral, mais à hauteur de 80% du meilleur salaire brut antérieur,*
  - f. *Un revenu minimum garanti indexé au niveau du seuil de faible revenu de Statistique Canada (ex. 1800 \$ pour une personne seule dans une grande ville)*
10. *Faire une réforme fiscale dont le but est de financer la totalité des infrastructures écologiques de même que les services publics et les programmes sociaux nécessaires à instaurer une solidarité prolétarienne battant en brèche la consommation de masse.*
  - a. *Libérer le budget de l'État de la mainmise du capital financier par l'entremise de la dette publique*
  - b. *Partir du principe que si le capital a les moyens de prêter à l'État, il les a pour payer davantage d'impôts en commençant par un impôt très progressiste sur la richesse accumulée, y compris sur l'héritage, au-delà de un million \$, sur les revenus au-delà de 100 000 \$ l'an, et sur l'achat de produits énergivores et luxueux en commençant par les habitations surdimensionnées et les véhicules individuels.*

#### 4. À des crises mondiales, une solidarité mondiale

La crise climatique est mondiale, on le sait depuis longtemps. La crise économique l'est aussi devenue depuis peu et le deviendra davantage. Le cadre libre-échangiste de l'OMC et de l'ALÉNA, et pour les pays dépendants du FMI qui profite de la crise pour prendre du poil de la bête, invite à des solutions compétitives aux dépens des autres nations jusqu'à et y compris la guerre que les pays impérialistes gèrent en commun, malgré leurs rivalités, à travers l'OTAN et le Conseil de sécurité de l'ONU, et dans le cas du Canada et des ÉU, de NORAD. Cette compétition se ressent jusqu'au sein d'un même État, par exemple l'Ouest canadien qui jusqu'à tout récemment imposait une valorisation du huard au détriment de la manufacture de l'Ontario et du Québec mais en partageant à peine sa rente pétrolière.

Dans les pays dépendants, c'est la guerre civile qui sévit ou qui menace. La baisse drastique des prix des ressources naturelles intensifient les guerres barbares pour le contrôle des ressources dans les pays les moins industrialisés comme au Congo et au Soudan. La baisse des exportations manufacturières et de services à partir de l'Asie accentue les tensions au Vietnam et en Chine lesquelles frisent la guerre civile en Thaïlande. Le terrorisme reprend du poil de la bête en Inde menaçant de provoquer de pogroms anti-musulmans. En Amérique du sud, les mouvements scissionnistes pro-impérialistes en Bolivie, au Venezuela et peut-être en Équateur vont pouvoir profiter de la baisse du prix du pétrole et de la crispation bureaucratique des pouvoirs en place, ce qu'illustrent les progrès de la droite réactionnaire lors des élections régionales et municipales vénézuéliennes.

C'est cette course vers le fond du baril (*race to the bottom*) instaurée par la loi de la concurrence dans un contexte libre-échangiste qui explique les fondements de la crise économique, laquelle est en dernière analyse une crise de surproduction envenimée par la crise financière. Une réponse prolétarienne ne peut que faire appel au renforcement de la solidarité des peuples. Les accords de libre-échange n'ont qu'un seul but, la libre circulation des capitaux, que ce soit sous forme d'argent ou de marchandises, au seul bénéfice des pays impérialistes contre les pays dépendants, de la bourgeoisie contre le prolétariat. On ne peut pas les atténuer par des accords parallèles sur l'environnement et le travail car ces règles seraient appliquées par les renards gérant le poulailler. Le FMI ne sera jamais qu'un préfet de discipline des intérêts de l'impérialisme même s'il met de l'eau dans son vin pour le re-corsier à la première occasion.

Toute cette architecture libre-échangiste et guerrière ne peut qu'être abolie. Elle doit être remplacée par une architecture basée sur des échanges commerciaux réciproquement avantageux, non basés sur les prix mondiaux, dont l'ALBA est la prémisse. Dans la Banque du Sud en gestation en Amérique du Sud, un regroupement des réserves de changes et un financement commun de projets bénéficiant aux peuples et à la solidarité entre nations participantes seraient possibles.<sup>25</sup> Un Québec indépendant appuierait à

---

<sup>25</sup> Conférence internationale d'économie politique : réponses du Sud à la crise économique mondiale (site web du CADTM à <http://www.cadtm.org/spip.php?article3797> )

fond les recommandations du GIEC. Ayant l'expérience de l'oppression nationale, il appuierait les luttes de libération nationale des peuples victimes de guerre et d'occupation par les pays impérialistes dont en premier lieu les peuples irakien, afghan et palestinien.

- 11. Se retirer de tous les accords de libre-échange, tels OMC et ALÉNA, et de tous les accords militaires, tels OTAN et NORAD. Entreprendre des démarches pour se joindre à l'ALBA et à la Banque du Sud. Établir des ententes commerciales et financières bilatérales réciproquement avantageuses avec les États qui le veulent. Abolir la dette extérieure des pays dépendants.*
- 12. Souscrire aux objectifs maximaux du GIEC étant donné l'aggravation de l'effet de serre au-delà des pronostics du rapport de 2007 et chercher à former un front commun des États pro-GIEC pour que ces objectifs deviennent ceux de l'accord post-Kyoto pour lesquelles une conférence internationale est prévue en 2009 .*
- 13. Exiger le retrait total et immédiat des armées d'occupation de l'Irak, de l'Afghanistan et de la Palestine, y compris de Jérusalem-Est, de même que le droit au retour des réfugiées. Dans le cadre d'un Québec sans armée, convertir ce qui serait le budget militaire en fonds de recyclage de l'industrie militaire et en fonds de solidarité pour la reconstruction des pays dévastés par la guerre et l'occupation à hauteur de 1% du PIB.*

**Marc Bonhomme,**  
2 et 29 novembre 2008